

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230109-lmc1187296-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 10 janvier 2023
Date d'affichage : 11/01/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 9 JANVIER 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0

OBJET DE LA DECISION

N° 23/29

**CONTRAT DE QUASI REGIE
AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE
LOCALE "TOULON
METROPOLE EVENEMENTS
ET CONGRES" POUR
L'ANNEE 2023 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/29

BUREAU DU 9 JANVIER 2023

**O B J E T : C O N T R A T D E Q U A S I R E G I E A V E C L A S O C I E T E
P U B L I Q U E L O C A L E " T O U L O N M E T R O P O L E
E V E N E M E N T S E T C O N G R E S " P O U R L ' A N N E E 2 0 2 3 -
A U T O R I S A T I O N D E S I G N A T U R E**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article L 2511-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°22/03/046 du 24 mars 2022 portant création de la Société Publique Locale (SPL) « Toulon Métropole Évènements et Congrès » et approbation des statuts,

VU le projet de contrat ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et la Ville de Toulon ont approuvé la création et les statuts d'une Société Publique Locale, dénommée « Toulon Métropole Évènements et Congrès », ayant pour objet la réalisation, pour le compte de ses actionnaires (la Métropole TPM et la Ville de Toulon), de missions d'intérêt général en matière culturelle et de promotion du territoire, et, notamment, l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques culturelles ou sportives,

CONSIDERANT que la Métropole TPM entend déployer un programme d'activités important et développer l'attractivité de son territoire à travers le bureau des tournages,

CONSIDERANT que pour mener à bien son projet, la Métropole entend s'appuyer sur la SPL dans le cadre d'un contrat de quasi-régie répondant aux conditions de l'article L 2511-1 du Code de la Commande Publique,

CONSIDERANT que la Métropole entend confier à la SPL la mission la plus large pour réaliser l'ensemble des missions prévues dans le projet de contrat annexé avec, en contrepartie, la prise en charge de ses obligations de service public estimées à un montant maximal de 1 264 627 €,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le contrat annexé.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront disponibles sur le Budget Principal 2023 de la Métropole, opération 22316.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 9 janvier 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Contrat de quasi-régie

Attractivité du territoire, promotion et de développement du rayonnement économique, culturel et touristique

Gestion du bureau des congrès et des tournages et du tiers-lieu cinéma

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, dont le siège social est situé 107, Bd Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, SIRET : 248 300 543 00217 - APE : 8311Z, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Bureau Métropolitain n°.... en date du 9 janvier 2023,

ci-après dénommée **la Métropole**

D'UNE PART,

ET

La société SPL Toulon Métropole Evénements et Congrès, société anonyme à conseil d'administration au capital de 250 000€, dont le siège social est situé Allée De Besagne - Palais des Congrès Neptune, 83000 Toulon, SIRET : 912 800 968, représentée par son Directeur, Monsieur Robert ALBERGUCCI,

ci-après dénommée **la SPL**

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

1. OBJET et FORME DU CONTRAT	3
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	3
3. DUREE	3
4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL	4
4.1- PRINCIPES GENERAUX	4
4.2- MISE EN œuvre DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC	4
4.2.1 bureau des TOURNAGES	5
4.2.2 ORGANISATION DE CONCERTS ET DE SPECTACLES	6
4.2.3 Animation du territoire	7
5. GOUVERNANCE DU CONTRAT	8
5.1. COMITE DE SUIVI	8
5.2. RAPPORTS D'INFORMATION	8
6. DISPOSITIONS FINANCIERES	9
6.1. compensation financiere	9
6.2. modalités de paiement de la compensation financiere	10
7. ASSURANCES	11
8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	12
9. RESILIATION.....	12
10. ANNEXES.....	13

1. OBJET et FORME DU CONTRAT

Le présent contrat est un contrat de quasi-régie en application de l'article L2511-3 du Code de la Commande Publique.

L'objet du contrat est la réalisation de prestations de services au bénéfice de la Métropole par la SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES, concourant à la réalisation des missions de service public relevant des compétences de la Métropole et dans le respect de l'objet social de la SPL créée à cette fin, dont la Métropole est actionnaire et sur laquelle elle exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

Ainsi, la Métropole décide de confier à la SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES l'exécution des missions prévues à l'article 4 du présent contrat.

La SPL assurera l'exécution de ces missions, sous le contrôle de la Métropole, conformément aux articles 5 et 6 du règlement intérieur de la SPL, et du Comité de Suivi propre au présent contrat de quasi-régie, notamment les dispositions de l'article 5.

La SPL s'engage à réaliser les prestations définies à l'article 4 en contrepartie du versement de la compensation financière fixée à l'article 6 du présent contrat et, le cas échéant, de la perception des rémunérations autorisées auprès des tiers.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- Le présent contrat

Et ses annexes :

- Le programme annuel prévisionnel pour l'année 2023
- Le compte prévisionnel annuel d'exploitation 2023
- Le projet d'exploitation
- Le plan d'actions commerciales
- Les annexes prévues au présent contrat dans le cadre de son exécution.

Le présent contrat et l'ensemble de ses annexes ont la même valeur contractuelle. Toutefois, en cas de contradiction entre ces différents documents, les stipulations du contrat prévalent.

3. DUREE

Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois (1 an) à compter du 1^{er} janvier 2023 (date d'entrée en vigueur du contrat), soit un terme fixé le 31 décembre 2023 minuit.

4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL

4.1- PRINCIPES GENERAUX

Par la présente convention, la Métropole charge la SPL de la réalisation des missions concourant au développement et à l'attractivité du territoire définies aux articles suivants.

La SPL participe à la mise en œuvre des politiques de promotion du territoire et met en œuvre toutes les actions nécessaires afin d'améliorer la visibilité, la notoriété et l'image de la Métropole auprès des publics cibles (touristes, porteurs de projets économiques, etc.).

L'ensemble des missions précisées ci-après relève d'une externalisation décidée par la Métropole, de fonctions de service public relevant de ses compétences en matière d'attractivité du territoire.

Ces missions sont mises en œuvre et compensées financièrement dans les conditions des articles 5 et 6.

La SPL devra respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Elle devra également obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires relatives à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Conformément à ces principes, la SPL s'engage à mettre en œuvre le projet d'exploitation et à développer le plan d'actions figurant en annexe du présent contrat (Annexe 1.1).

La SPL doit exploiter le service en professionnel compétent et y apporter tout son temps et ses soins de manière à le faire prospérer. Elle s'engage également à observer une stricte neutralité et à assurer l'égalité de traitement de tous les usagers devant le service public.

Si la SPL fait appel à un tiers pour exécuter une partie des prestations faisant l'objet du contrat, elle demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des obligations résultant du contrat.

Pour permettre à la Métropole d'exercer son contrôle sur ce point, dans le cadre du Comité de suivi, la SPL devra :

- lui rendre compte des actions qu'elle aura menées pour chaque mission confiée,
- lui fournir l'état prévisionnel de ses actions chaque début d'exercice, et le bilan en fin d'exercice.

4.2- MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

4.2.1 BUREAU DES TOURNAGES

La Métropole définit et pilote les grandes orientations stratégiques en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel. Dans ce cadre, elle anime le Bureau des Tournages sur le territoire, elle développe les partenariats avec les instances locales, régionales et nationales du cinéma et de l'audiovisuel, elle pilote les actions de communication et de promotion du territoire et attribue des aides économiques dans le cadre du fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle.

Le Bureau des Tournages est un service métropolitain à disposition des sociétés de productions cinématographiques, audiovisuelles et publicitaires souhaitant organiser des tournages sur le territoire de la Métropole que ce soit dans le domaine de la fiction, du documentaire ou de la publicité.

La SPL contribue à l'animation du Bureau des Tournages de la Métropole à travers la réalisation des missions suivantes.

Accueil physique au Bureau des Tournages situé Place Besagne à Toulon

La SPL assure l'ouverture du Bureau des Tournages tous les jours, sauf le 25 décembre et le 1^{er} janvier de 9h à 17h. Il y est assuré l'accueil du public en vue de délivrer des informations.

Accueil et informations téléphoniques, postaux et numériques

Un service de réponse aux appels téléphoniques, courriers, courriels et télécopie est assuré par la SPL avec une obligation de réponse dans les 7 jours suivant la réception d'une demande écrite.

Accompagnement des équipes techniques

La SPL accompagne gratuitement les équipes techniques en matière de logistique tout au long de la préparation (visites des lieux gérés par la SPL, mises en relation avec les prestataires locaux et les services administratifs obligatoires...) et pendant le tournage pour assurer leur bon déroulement.

Le Hangar

La SPL exploite le « Hangar » situé 145, avenue commandant Marchand, secteur Cour de Nice à Toulon. Elle exécute le contrat de bail passé avec la SNCF, propriétaire.

Le Hangar est destiné à être mis à disposition des sociétés de tournages, pour y stocker leur matériel et y installer leurs bureaux. Les associations et structures en charge de l'animation de la filière cinéma et audiovisuel du territoire peuvent également bénéficier d'une mise à disposition.

Cette prestation est rendue à titre onéreux par la SPL selon un tarif proposé par la SPL et validé par la Métropole. Pour l'année 2023, les tarifs pour la mise à disposition de ce tiers-lieu sont indiqués dans l'annexe 3. Il peut être décidé, au regard de l'intérêt du projet ou de considération d'intérêt général, de moduler ces tarifs ou d'accorder exceptionnellement la gratuité.

La SPL assure la gestion de la disponibilité et de l'optimisation des espaces. Elle conclut les conventions de mise à disposition des lieux et encaisse les loyers.

Promotion

Le Bureau des Tournages réalise la promotion du territoire en France et à l'international afin d'attirer des tournages.

A ce titre, la SPL participe à :

- La production de documents de communication sous tout format et support ;

- L'organisation de rencontres professionnelles, de festivals ou tous événements locaux liés au cinéma et à l'audiovisuel organisés par le bureau des tournages ;
- L'organisation de reper-tours : visites à destination des professionnels du cinéma et d l'audiovisuel permettant de présenter le potentiel du territoire en matière de de décors et de services.

Gestion immobilière

La SPL loue les locaux du Bureau des Tournages situé place Besagne ainsi que le Tiers-Lieu Cinéma. Pour ces biens immobiliers, et ceux qui pourraient s'y ajouter, la SPL prend en charge l'ensemble des actes de gestion et notamment :

- La gestion intégrale les locaux (conclusion du bail : loyers et accessoires, assurances, charges locatives, accès aux énergies et réseaux),
- L'aménagement (mobilier, matériel informatique, ...) et l'entretien (nettoyage, maintenance des équipements, ...).

La Métropole ne pourra en aucun cas être mis en cause pour tout dommage découlant de l'état des biens immobiliers pris en charge par la SPL.

4.2.2 ORGANISATION DE CONCERTS ET DE SPECTACLES

La SPL prend en charge l'organisation de concerts et de spectacles qui lui sont confiés par la Métropole.

Le programme annuel proposé par la SPL et validé par la Métropole précisera pour chaque année le type et le nombre de manifestations concernées.

La SPL devra proposer une programmation culturelle variée permettant l'accès au plus grand nombre, en assurant une cohérence avec l'offre culturelle de la Métropole et des autres établissements locaux.

Dans le cadre de cette mission de service public, les spectacles et concerts seront gratuits pour les spectateurs.

La SPL devra s'assurer de la qualité des manifestations, qui ne devront pas nuire à l'image de la Métropole.

Elle devra s'assurer de la cohérence des manifestations qu'elle accueille. En particulier, elle devra veiller à ne pas faire concurrence à la programmation culturelle existante sur le territoire de la Métropole.

La SPL doit faire preuve d'une bonne connaissance des acteurs culturels et associatifs locaux afin de mettre en œuvre une collaboration active et assurer la cohérence et la diversité de l'offre culturelle territoriale.

Elle s'engage à participer à la demande de la Métropole aux réunions ou commissions qui pourraient avoir lieu pour la coordination et la mise en œuvre de la politique culturelle locale.

Accueil du public

La SPL est tenue d'organiser, les jours de spectacles ou manifestations, l'accueil du public de manière à assurer, en fonction de la nature et de la capacité du spectacle, la sécurité optimale des personnes. Elle s'engage à élaborer un partenariat avec la Métropole et à entretenir une politique d'accueil et

d'information des différents publics durant toute l'année en veillant notamment à apporter toutes aides nécessaires aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Elle s'engage à mettre en place et à maintenir, à ses frais, une signalétique efficace à destination du public et de la production.

Informations relatives à la programmation

La Métropole autorise la SPL à faire apparaître de la publicité à caractère commercial aux emplacements réservés à cet usage.

La Métropole disposera, aux endroits qu'elle souhaite, d'emplacements comportant sa dénomination et son logo sans qu'il n'en résulte aucun droit à compensation ou à indemnité pour la SPL.

La SPL s'engage, par ailleurs, à recevoir et à mettre à disposition du public une information sur la programmation des autres équipements culturels de la Métropole ainsi que de réaliser la promotion du territoire.

4.2.3 ANIMATION DU TERRITOIRE

La SPL prend en charge l'organisation d'évènements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires relevant de la compétence de la Métropole, sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole.

Le programme annuel arrêté par la Métropole détaille le type et le nombre de ces manifestations.

Dans le cadre de cette mission, la SPL aura à :

- Apporter une expertise sur la création de salons et d'évènements (conférences, salons professionnels, concerts, etc...),
- Organiser des rencontres professionnelles, des salons et des évènements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole : accueil des participants (hébergement, restauration, transports), participation à l'organisation de l'évènement en lien avec les services de la Métropole, gestion de la mise à disposition des équipements publics, animation et festivités autour des évènements,
- Organiser les cérémonies de remise de prix organisées par la Métropole dans le cadre de concours à destination du monde économique, touristique, culturel, sportif et académique,
- Organiser les manifestations inaugurales des projets métropolitains structurants,
- Faire la promotion du tourisme d'affaires sur le territoire de la ville de Toulon en lien avec la compétence générale tourisme d'affaires de la Métropole.

5. GOUVERNANCE DU CONTRAT

5.1. COMITE DE SUIVI

Le comité de suivi est composé du Directeur Général Adjoint de la Métropole chargé de l'attractivité et du développement économique et du Directeur Général de la SPL.

Il a pour objet de contrôler l'exécution du contrat de quasi-régie en exerçant un contrôle renforcé sur les prestations exécutées par la SPL.

Ce contrôle porte sur la mise en œuvre du programme de développement et des actions de la SPL, la mise en œuvre de l'entretien-maintenance, et le contrôle de l'exécution financière du contrat par la SPL.

Le comité de suivi est propre à l'exécution du présent contrat et ne se confond pas avec le comité de contrôle analogue défini à l'article 6 du règlement intérieur de la SPL.

Il est placé sous la direction du représentant de la Métropole qui adresse la convocation et l'ordre du jour du comité. Il se réunit tous les semestres postérieurement à la présentation par la SPL des rapports d'information prévus à l'article 5.2.

5.2. RAPPORTS D'INFORMATION

La SPL produit avant le 1^{er} juin 2024, un rapport définitif annuel. Le rapport porte sur l'exécution du présent contrat sur l'année 2023.

Ce rapport est examiné et présenté au cours des Comités de Suivi.

Le rapport annuel comprendra les volets suivants :

A - Volet exploitation et gestion

- La présentation de l'activité pour l'année écoulée : nombre et type de manifestations au regard de la stratégie développée
- Le calendrier de manifestations de l'exercice avec l'identification, la durée, le rayonnement, l'audience de chaque manifestation
- La déclinaison des offres de services pour chaque mission
- Un bilan des actions engagées en termes de communication
- Le traitement des réclamations formulées par les usagers
- Un organigramme général détaillé de la société indiquant le personnel directement affecté à l'exécution du contrat (à plein temps ou avec une clef d'affectation)
- Les mouvements de personnel de l'année écoulée et la prévision des mouvements pour l'exercice en cours
- La liste des opérations d'entretien et de maintenance mises en œuvre et le détail des opérations programmées à venir

- Un rapport de gestion explicatif de la situation de l'année et les évolutions constatées
- Les actions envisagées pour améliorer ou adapter la qualité des prestations par type de mission

B - Volet financier

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation, comportant notamment une description des biens
- L'inventaire actualisé des biens mobiliers et immobiliers
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés au contrat et nécessaires à la continuité de l'exploitation
- Les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution
- Le détail des autres recettes d'exploitation perçues

Les activités de la SPL font l'objet d'une comptabilité analytique spécifique, conforme au plan comptable applicable en la matière.

La comptabilité doit être conforme aux règles en vigueur, et doit également permettre la vérification des dispositions de la présente convention, notamment des clefs de répartition imputées au titre des charges fixes.

6. DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1. COMPENSATION FINANCIERE

En contrepartie des missions réalisées par la SPL au titre du présent contrat, la Métropole lui verse une compensation financière.

Le montant de la compensation à verser au titre de l'année 2023 est fixé en fonction du programme prévisionnel annuel convenu entre la SPL et TPM et des documents comptables associés.

Le compte d'exploitation prévisionnel fourni par la SPL tient compte du programme annuel défini par la Métropole et des recettes de toute nature perçues dans le cadre de son activité, à savoir :

- tarifs et redevances perçus auprès des sociétés de production et autres,

- recettes des utilisateurs d'emplacements à caractère publicitaire et de merchandising pour les recettes afférentes,
- autres recettes liées à l'exploitation, recettes complémentaires ou accessoires (telles que bar, produits dérivés), les conditions tarifaires appliquées aux buvettes...,
- recettes tirées indirectement de l'exploitation (produits financiers, indemnités d'assurance sauf reversement de celles correspondant à des sinistres dont la réparation aura été prise en charge par la Métropole, produits exceptionnels),
- par toute contribution versée par tout organisme quel qu'il soit (par exemple : partenariat, mécénat, subvention ...).

Pour la bonne exécution de ses missions, la SPL supporte l'ensemble des charges liées à ses activités. Parmi celles-ci, peuvent notamment être citées, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

- Les charges liées à l'emploi des personnels permanents et non permanents,
- Les loyers et autres charges locatives ;
- Les charges d'entretien des locaux ;
- Les charges de maintenance ;
- Les charges liées aux fluides ;
- Les charges d'assurances ;
- Les coûts de gardiennage et de sécurité ;
- Les charges de fonctionnement administratif ;
- Les charges de publicité, promotion et communication ;
- Les impôts et taxes de toute nature ainsi que les redevances éventuellement dues en contrepartie de l'occupation du domaine public par la SPL pour l'exécution du présent contrat.

Pour l'année 2023, le montant maximal de la compensation est de 1.264.627 € (TTC) conformément au programme prévisionnel annuel et au compte prévisionnel d'exploitation annexés.

Le montant maximal de la compensation peut être révisé en cours d'année pour tenir compte des modifications apportées au programme annuel par la Métropole. Dans ce cas, il appartient à la SPL de présenter un nouveau programme annuel prévisionnel ainsi qu'un nouveau compte d'exploitation prévisionnel. Le nouveau compte d'exploitation prévisionnel devra alors être approuvé par le conseil métropolitain.

6.2. MODALITES DE PAIEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIERE

Le versement de la compensation interviendra en deux fois.

Un premier versement de 90% de la compensation définie à l'article 6.1, soit 1.138.164 €, interviendra au plus tard le 15 février de l'année 2023.

Le solde sera versé au visa d'un compte annuel d'exploitation détaillé relatif aux missions définies à l'article 4. Ce compte annuel d'exploitation arrêté et certifié par les commissaires aux comptes de la SPL, et leur rapport ainsi que le compte de résultat et le bilan certifié devront être transmis à la SPL au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

L'examen des comptes annuels et du compte annuel d'exploitation permettra à la Métropole de s'assurer que le montant de la compensation couvre strictement les coûts des missions réalisées. Ces documents seront annexés à la présente convention.

Dans l'hypothèse où les versements déjà réalisés correspondent au coût total annuel effectivement supporté par la SPL, le montant total de la compensation est arrêté au titre de l'année concernée et la SPL ne perçoit pas de solde.

Si les versements excèdent le coût total annuel effectivement supporté, la SPL rembourse sans délai et sans qu'il soit nécessaire d'émettre un titre de recettes à la Métropole les sommes correspondant au trop-versé. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence.

Dans le cas inverse, la Métropole fait au bénéfice de la SPL le versement du solde correspondant au coût total annuel effectif ressortant du compte annuel d'exploitation détaillé ci-dessus diminué des versements intervenus. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence. En tout état de cause, il ne dépassera pas le montant voté annuellement par la Métropole et modifié, le cas échéant, en cas de modification de programme. Le paiement du solde interviendra dans les meilleurs délais et au plus tard le 30 septembre 2024.

Les sommes sont mandatées par la Métropole sur le compte de la SPL.

En cas d'évolution du montant de la compensation en cours d'année du fait d'une modification du programme annuel par la Métropole, la différence entre le montant de la compensation initialement approuvé et le nouveau montant de la compensation résultant de la modification de programme est versé au moment du paiement du solde par la Métropole.

7. ASSURANCES

La S.P.L. contracte à ses frais, toutes les assurances utiles en vue de garantir sa responsabilité aussi bien au regard des activités organisées par elle qu'au regard des biens mis à sa disposition ou qu'elle occupe.

Pendant toute la durée de la convention, la S.P.L. est seule responsable à l'égard des tiers des dommages causés par la gestion et l'exploitation des installations provisoires installés en exécution de ses missions, et par les équipements qu'elle exploite ou les événements qu'elle organise, tels que définis par le présent contrat.

A cet égard, elle a l'obligation de souscrire les polices d'assurance suivantes :

- Assurance responsabilité civile : elle a pour objet de couvrir la S.P.L. des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- Assurance de dommage aux biens : cette assurance est souscrite par la S.P.L. pour son propre compte en tant qu'utilisateur des biens mis à disposition.

A ce titre, elle est tenue de garantir, à ses frais, les ouvrages, installations et matériels contre les vols, détournements, dégradations, bris, détériorations de matériels ou destructions de toute nature et de toute origine y compris l'incendie.

Les franchises sont intégralement à la charge de la S.P.L.

La S.P.L. présente à la Métropole la copie des divers contrats et attestations d'assurance lors de la prise d'effet du contrat et ensuite, annuellement, lors de la production du rapport annuel mentionné à l'article 5.2 du présent contrat.

Les polices d'assurance conclues par la S.P.L. doivent expressément mentionner que les compagnies d'assurance s'engagent à ne résilier les polices pour retard de paiement des primes qu'après avoir mis en demeure la Métropole de se substituer dans le paiement desdites primes dans un délai de 15 jours calendaires, et ce, sans préjudice des éventuels recours exercés par la collectivité à l'encontre de la S.P.L.

Ces attestations d'assurance devront faire apparaître :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de garanties,
- les montants des franchises et plafonds des garanties,
- les exclusions,
- la période de validité.

Toutes modifications du niveau de garanties doivent faire l'objet d'une communication à la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception qui devra faire connaître son avis dans un délai maximum de 2 mois à compter de la réception de la proposition modificative. Passé ce délai, la Métropole est réputée avoir donné son accord.

8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il sera fait application du CCAG-FCS.

9. RESILIATION

Les dispositions afférentes à la résiliation sont celles :

- du Code de la Commande publique

- du CCAG-FCS.

10. ANNEXES

Le présent contrat comporte trois (3) annexes :

- La Programmation événementielle de l'année 2023 (annexe 1) ;
- Le compte prévisionnel d'exploitation de l'année 2023 (annexe 2) ;
- Les tarifs 2023 de la mise à disposition du tiers lieu (annexe3).

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole

Toulon Provence Méditerranée,

Le Président

Hubert FALCO

Pour la Société Publique Locale

**Toulon Provence Evènements et
Congrès**

Le Directeur Général

Robert ALBERGUCCI

ANNEXE 1

Programme annuel prévisionnel 2023 :

1. Bureau des Tournages :

Mise en œuvre des missions prévues à l'article 4.2.1 de la convention.

Sont notamment prévues en 2023 :

- Organisation d'1 repertour en septembre ou octobre ;
- Organisation d'avant-premières en fonction des opportunités ;
- Préparation et assistance Tournage Saison 2 série Marianne ;
- Repérage et assistance technique Tournages divers ;
- Production et impression des documents de communication.

D'autres projets pourront être menés en fonction des opportunités générées par l'action de la SPL en matière de promotion des tournages.

2. Organisation de concerts et de spectacles

Organisation de La Chanson de L'année diffusée par TF1 en juin 2023 (calendrier prévisionnel : Week-end du 3 ou 10/06)

Cette manifestation d'envergure sera mise en œuvre et prise en charge par la SPL dans les conditions prévues à l'article 4.2.2 de la convention.

3. Animation du territoire

La SPL prend en charge en 2023 les évènements suivants :

- Trophées de l'économie – Octobre 2023

Il s'agit de la seconde édition de cette manifestation dont l'objectif est de mettre en valeur les réussites économiques du territoire et l'innovation.

La SPL prend en charge l'organisation et l'accueil de cet évènement dans un lieu adapté.

- Mapping de l'Opéra du 16 au 31/12

La SPL prend à sa charge l'organisation du « mapping » (jeux de lumière) portant sur un lieu emblématique de la ville de Toulon, en l'occurrence l'Opéra. Le spectacle gratuit « son et lumière » se déroulera pendant les fêtes de fin d'année.

ANNEXE 2 - COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION 2023

Montant TTC

I) BUREAU DES TOURNAGES

1.1 BUREAU DES TOURNAGES

Location	70 000
Assurances	4 000
Fluides	10 500
Fournitures	3 500
Entretien , Travaux	2 000

1.2 Tiers lieu

Location	140 000
Assurances	5 500
Fluides	14 000
Fournitures	7 000
Entretien , Travaux	13 500

1.3 Reper tour

Reper Tour	18 000
------------	--------

II) PROMOTION RAYONNEMENT

2.1 Chanson de l'année

Technique	460 000
Sécurité (dont DPS et Police)	100 000
Autres (locations, petits matériels)	40 000

2.2 Soirée de l'éco

Technique	28 000
Autres (locations, petits matériels)	2 000

2.3 Mapping Opéra

Technique	81 000
Autres (locations, petits matériels)	3 000

2.4 Expertise, Promotion, Administration

Masse salariale fixe	85 000
Frais Généraux	156 277
Marge 3,5% sur manifestations	21 350

Compensation Maximale Année 2023

1 264 627

ANNEXE 3 - TARIFS LOCATION HANGAR

	Journée	Semaine	Mois	Trimestre
TOTALITE DU BATIMENT (bureau et stockage)	200 €	1 200 €	4 500 €	10 000 €
		<i>Prix journée</i>		
		171,43 €	150,00 €	109,89 €
		-14,29%	-12,50%	-26,74%
MOITIE DU BATIMENT bureau et stockage)	110 €	650 €	2 500 €	6 000 €
		<i>Prix journée</i>		
		92,86 €	83,33 €	65,93 €
		-15,58%	-10,26%	-20,88%
TOTALITE STOCKAGE	150 €	800 €	2 800 €	7 000 €
		<i>Prix journée</i>		
		114,29 €	93,33 €	76,92 €
		-23,81%	-18,33%	-17,58%
MOITIE STOCKAGE	70 €	400 €	1 200 €	3 000 €
		<i>Prix journée</i>		
		57,14 €	40,00 €	32,97 €
		-18,37%	-30,00%	-17,58%
TOTALITE BUREAU	80 €	500 €	2 000 €	5 500 €
		<i>Prix journée</i>		
		71,43 €	66,67 €	60,44 €
		-10,71%	-6,67%	-9,34%
MOITIE BUREAU Avec cantine	50 €	300 €	1 100 €	3 000 €
		<i>Prix journée</i>		
		42,86 €	36,67 €	32,97 €
		-14,29%	-14,44%	-10,09%
MOITIE BUREAU Sans cantine	40 €	250 €	900 €	2 500 €
		<i>Prix journée</i>		
		35,71 €	30,00 €	27,47 €
		-10,71%	-16,00%	-8,42%